

Administration : les transactions électroniques au ralenti

C'est un bilan très mitigé de l'évolution des transactions électroniques dans les collectivités locales en 2007, qu'a dressé Philippe Rousselet, secrétaire général de l'ADCET, alliance pour le développement des transactions électroniques pour l'amélioration de la vie des citoyens, et la gestion des collectivités locales, ce 2 octobre. C'était lors de la troisième édition des assises organisées à Paris par cette instance qui compte une trentaine de membres aussi divers que la RATP, la Ville de Courbevoie, les Universités Paris I ou encore Orange, la Société Générale, la Sagem, et, nouvelle venue, la SNCF.

En 2007, des projets ont vu le jour, notamment des cartes liés au secteur scolaire ou au périscolaire. « *Ces projets sont relativement faciles à mettre en œuvre, mais ne concerne qu'une population réduite, les enfants* » explique Philippe Rousselet. La dématérialisation des achats, elle, est pratiquée par environ une centaine d'entités publiques. Quant aux cartes de vie quotidienne, elles restent un « vrai sujet » mais rencontrent de nombreuses difficultés. Les cartes universitaires qui sont probablement le secteur le plus dynamique, avec les projets grenoblois et parisiens. « *Dans la capitale, notamment les cartes de l'université permettent d'identifier l'étudiant, de payer le crous, mais pas le transport. Le prix d'une carte multiservices était trop élevé* » a noté Philippe Rousselet, avant de pointer un frein. « *Le transport et la billettique sont une application déterminante, lourde à mettre en place, et donc le timing impacte les autres projets* ».

Les silos

Pour Michel Barjansky, responsable nouvelles offres de la RATP si « *pas grand-chose ne se fait* », c'est en bonne partie à cause des silos, plus que du timing. « *Il y a le jeune, le transporté, l'étudiant, mais nous n'avons pas le jeune étudiant transporté* ». En clair, si chaque administration développe son application de son côté, cela ne représente pas un service pour l'utilisateur, et « *ne créera pas un marché* », explique-t-il pointant du fait que le discours du coût supplante celui de la rentabilité dans le domaine des transactions électroniques. « *Les transporteurs urbains ont un business model viable, car ils ont analysé la rentabilité de leurs fonctions* » ajoute-t-il, avant de pointer la pratique qui consiste à « *aller s'installer dans les systèmes des transporteurs urbaines, sur des investissements faits par d'autre. Nous n'avons pas la place pour accueillir autre chose* » a-t-il déclaré. Les solutions d'avenir se situent plutôt pour lui du côté des systèmes interopérables et disponibles partout, (EMV), l'option du téléphone portable étant encore loin d'être aboutie. Bref, interopérabilité et standard, qui demandent des investissements, pas nécessairement faciles à expliquer. « *Combien de maires sont prêts à faire ce pari ?* » interroge Michel Barjansky.

L'incertitude

Les maires ont surtout besoin de clarté, pour Alain Risson, expert Tic au sein de l'AMF, l'association des maires de France. Pour lui, la rareté des projets s'explique par les élections, mais aussi par le contexte d'incertitude dans lequel évoluent les élus locaux. Au-delà des modifications administratives et budgétaires, le flou règne sur les règles à appliquer d'après le maire de Gluiras.

« La Dgme supposée coordonner la politique de l'Etat auprès des collectivités, n'a pas encore démontré sa totale efficacité, [...], les trois référentiels, RGI, RGS et RGA sont dans les tuyaux depuis des années. Le troisième devrait imposer l'accessibilité des sites et télé-procédure publique à tous, y compris les handicapés mentaux. C'est très généreux, mais très coûteux ».

Autre exemple : le passeport biométrique, dont le coût d'équipement pour les mairies qui le délivreront a été estimé à dix fois plus que la dotation prévue par l'état. Bref, conclut Alain Risson, les élus hésitent à s'engager dans des projets dans un contexte aussi mouvant, d'autant que les caisses sont vides et que les usagers expriment des attentes plutôt au niveau des infrastructures. Pas un temps à sortir de son silo.